ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 3769

Texte de la question

PSA

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, aujourd'hui, se tient au siège de PSA un nouveau comité central d'entreprise.

Au printemps dernier, le PDG, après s'être augmenté de plus de 300 %, se félicitait des très bons résultats financiers de son groupe. La CGT révélait au même moment, malgré ces bons résultats, des fermetures de sites, dont celui d'Aulnay ! Depuis, j'ai interrogé à deux reprises M. le ministre de l'industrie. Il m'a répondu qu'aucun licenciement ni aucune fermeture de site n'étaient envisagés. Il avait, disait-il, des assurances de la direction de PSA.

Après des mois de déni, d'enfumage, la direction de PSA, à quatre jours de Noël, offre comme cadeau aux salariés et à leurs familles la confirmation de la suppression de 5 000 emplois en France, dont 1 900 CDI, notamment à l'usine d'Aulnay où les menaces de fermeture se précisent. On connaîtra peut-être au Nouvel an le détail des emplois touchés chez les prestataires, les intérimaires et les sous-traitants. Quel cynisme !

Mais cette manoeuvre est vouée à l'échec. Les salariés qui manifestaient jeudi sont déterminés à se battre pour leurs emplois et pour leur entreprise. Car ces salariés, contrairement à ces dirigeants qui sabordent notre industrie pour honorer leurs actionnaires, veulent travailler et produire en France !

Les six syndicats de PSA Aulnay se sont adressés au Président de la République pour lui demander, en le prenant au mot sur ses propos vantant la " marque France ", de s'engager sur ce dossier. Ils demandent l'organisation d'une réunion tripartite entre l'État, la direction et les syndicats, pour aboutir à un accord assurant le maintien de tous les emplois et sites et l'attribution à Aulnay d'un nouveau véhicule d'ici 2016.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous donner suite à cette demande qui vise au soutien de l'emploi industriel, ou allez-vous, une nouvelle fois, laisser sacrifier l'emploi industriel sur l'autel des profits ?

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.* Monsieur le président, madame la ministre, madame la députée, les mesures qui ont été exposées ce matin par PSA montrent que le groupe tient les engagements qu'il avait pris devant le Président de la République et le Gouvernement.

M. Marcel Rogemont. Pas devant les ouvriers !

M. Éric Besson, *ministre.* Aucune fermeture de site automobile, aucune mesure de licenciement, aucune mesure d'âge, aucun plan de départ volontaire n'est annoncé.

Comme son président s'y était engagé, les 1 900 salariés de PSA bénéficieront tous d'un suivi individualisé, de formations, d'aides à la mobilité ou de congés de reclassement.

M. Jean-Paul Lecoq. Et cela s'appelle comment, ça ? Cela s'appelle des licenciements !

M. Éric Besson, *ministre.* Plus de la moitié d'entre eux se verra proposer de nouvelles opportunités professionnelles en interne. Les autres salariés qui ne souhaiteraient pas faire valoir leurs droits à la retraite quand ils le peuvent, bénéficieront de propositions en externe.

M. Jean-Paul Lecoq. Lamentable !

M. Éric Besson, *ministre.* Je sais aussi que le sort d'Aulnay vous préoccupe particulièrement. Je vous ai reçue dès juin avec les élus concernés et je ne doute pas de votre bonne foi dans cette démarche. Mais la bonne foi, c'est aussi de reconnaître que le président de PSA a confirmé à plusieurs reprises que la fermeture d'Aulnay n'était aucunement d'actualité.
Ce site dispose avec la C3 d'un plan de charge qui va au moins jusqu'à 2014. Être de bonne foi, c'est donc distinguer des mesures temporaires...
M. Jean-Paul Lecoq. 2014, ce n'est pas " temporaire " ?
M. Éric Besson, *ministre.* actuellement prises à Aulnay du fait de la conjoncture - et la conjoncture est incontestablement défavorable - et le sujet de plus long terme du véhicule successeur de la C3.
L'après C3 dépend de la façon dont PSA pourra produire en France, de façon compétitive, des véhicules de petite taille. PSA en débat avec les syndicats. J'ai demandé d'accentuer l'information des élus locaux et de la représentation nationale, mais convenez avec nous, madame Buffet, que la compétitivité dépend de nombreux paramètres : de l'innovation, du coût du travail,...
M. Pierre Gosnat. Celui d'un PDG à 9000 euros par jour ?
M. Éric Besson, *ministre.* ...de la fiscalité, du financement de la protection sociale et, par exemple aussi, du prix de l'électricité qui, pour le groupe PSA, est très important. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*
M. Jean-Paul Lecoq. Et de la volonté politique !

Données clés

Auteur : Mme Marie-George Buffet
Circonscription : Seine-Saint-Denis (4e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3769
Rubrique : Automobiles et cycles
Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique
Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 21 décembre 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 décembre 2011